



Vivre dignement, Travailler dans l'Hérault, Décider de son avenir !

Cette triple exigence est au cœur des préoccupations d'une grande majorité d'héraultaises et d'héraultais. La dégradation brutale de la situation sociale et économique, la désindustrialisation, la montée du chômage (+7,2% en 2013), de la précarité, de la pauvreté, des bas salaires, est la réalité de notre région et du département. Les statistiques officielles sont implacables : 4 bassins d'emploi de l'Hérault sont dans les 10 premiers de France pour le taux de chômage (Agde : 18%, Béziers : 16,4%....) Le Languedoc Roussillon est la dernière région concernant les salaires. Béziers avec 33% de sa population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté (977 euros par mois) est la troisième ville la plus pauvre de France. Nîmes et Perpignan affichent un taux de 30%.

N'est-il pas temps de dépasser le simple constat et d'affirmer avec force :

STOP au déclin économique, à l'austérité, qui loin d'être la solution à la crise, est la cause première de son aggravation !

STOP à la régression sociale !

N'est-il pas temps, dans le respect de nos différences, de nous rassembler sur l'essentiel, d'agir, de construire un mouvement populaire d'ampleur, seul capable d'inverser la logique du seul postulat du profit privé, et de répondre aux immenses besoins sociaux de la population ?

Ce dont souffre notre pays, c'est du coût exorbitant du capital pour toute la société. C'est particulièrement vrai pour notre région et notre département.

Les cadeaux aux patronat se multiplient. Ainsi :

le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) d'un montant de 20 milliards d'euros, financé par les hausses de TVA au 1er janvier, et qui devait servir à créer des emplois, en réalité, sert à en supprimer. Les exemples ne manquent pas, y compris dans notre département.

Le « Pacte de Responsabilité » d'un montant de 30 milliards d'euros (bâti sur la suppression des cotisations patronales pour le financement de la politique familiale) en échange de « créations d'emplois » aura les mêmes conséquences.

Le Président du MEDEF se félicitant de ce nouveau cadeau a tenu à préciser : « En matière de création d'emplois, nous avons un objectif de mobilisation, mais pas un objectif de résultat ! » !!! On ne saurait être plus clair, c'est toute la Sécurité Sociale qui est menacée.



Une fois de plus, ce sont les salariés, actifs et retraités, qui vont payer la facture. Dans le même temps, le CAC 40 a battu des records en 2013. Les 500 plus grosses fortunes de France ont vu leur patrimoine progresser de 25% (60 milliards d'euros) entre juillet 2012 et juillet 2013. Patrimoine qui représente l'équivalent du budget de l'Etat ou 16% du PIB.

Ces résultats ne sont rien d'autre que le résultat du travail salarié. Contrairement à ce qu'affirme le patronat, ce ne sont pas les entreprises qui créent les richesses, **mais c'est le travail effectué dans les entreprises qui le crée.**

La question de fond est bien : quelle part de ces richesses consacre-t-on aux salaires, à la Protection Sociale, aux Services Publics, au fonctionnement de la société ?

Le pouvoir d'achat des salaires et des pensions, c'est le premier levier de sortie de crise, de développement économique, de croissance, de création d'emplois. Sans augmentation conséquente du pouvoir d'achat, le déclin économique et industriel va se poursuivre, s'amplifier. C'est aussi la première des urgences sociales !

Notre région, notre département ne manque pourtant pas d'atouts, d'infrastructures industrielles lourdes (tel le Port de Sète, par exemple). Mais ils sont sous-utilisés, délaissés au nom de la même logique du fric à tout prix, au détriment de la satisfaction des besoins sociaux du plus grand nombre, de la vie collective.

Il n'y a rien de fatal à cette situation. C'est une question de choix politiques, économiques et sociaux. Des choix pour une autre répartition des richesses en faveur de ceux qui en sont à l'origine.

Nous avons besoin, ensemble, salariés, privés d'emploi, jeunes, retraités, d'un puissant mouvement populaire sur des contenus résolument progressistes, capable de répondre aux exigences du monde du travail.

*Le choix de la lutte !
Bulletin d'adhésion*

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Ville.....
Entreprise.....
Téléphone.....
Mail.....

A retourner à :
Fédération de l'Hérault du PCF
15 rue Olof Palme 34070 Montpellier

**Dans l'immédiat en participant massivement à
la Manifestation Départementale des
Organisations Syndicales :**

**Judi 6 Février 2014,
à 14 heures 30, au Peyrou**

**Dans les semaines qui viennent, en construisant
une grande initiative de lutte et de
rassemblement.**

**Nous sommes le nombre, soyons la force qui
par-delà nos différences, se rassemble,
grandit, construit une alternative populaire
véritable, concrète, durable !**